

Hôpital : appel à une nouvelle journée d'action nationale le 30 juin

jeudi 25 juin 2020, par [AFP](#), [LAUMONIER Jean-Claude](#), [SWEENY Nadia](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2020).

Plusieurs syndicats et collectifs hospitaliers ont appelé ce mardi à une nouvelle journée d'action nationale le 30 juin, destinée à obtenir plus de moyens pour l'hôpital et les soignants, alors que le Ségur de la santé approche de son terme.

Sommaire

- [Politis - Le CHU de Reims \(...\)](#)
- [16 juin : Des dizaines de \(...\)](#)

Cette journée de mobilisation a été entérinée mardi soir par les principaux syndicats de la fonction publique hospitalière (FO, SUD, Unsa et CGT) et par des collectifs de soignants, notamment Inter-Hôpitaux et Inter-Urgences, ont indiqué plusieurs de ces organisations.

Elle surviendra deux semaines après la « journée d'action » du 16 juin, qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestants un peu partout en France (180 000 selon le Collectif Inter-hôpitaux), dont 18 000 personnes sur l'esplanade des Invalides à Paris selon la préfecture de police.

Revalorisation des salaires, plan de recrutement

La CGT et SUD envisagent d'ores et déjà une autre journée de manifestation le 14 juillet. Cette proposition ne fait pas l'unanimité parmi les syndicats. Le gouvernement a prévu de rendre hommage aux soignants en ce jour de fête nationale, où le traditionnel défilé militaire sera remplacé par une cérémonie sur la place de la Concorde.

Les syndicats réclament une « revalorisation générale des salaires » d'au moins 300 euros net par mois pour le personnel hospitalier, mais aussi un « plan de recrutement », un « plan de formation » et « l'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits ».

Vendredi, un projet de protocole d'accord a été remis aux syndicats, prévoyant « une revalorisation socle à compter du 1^{er} juillet », via une « bonification indiciaire » pour l'ensemble des agents de la fonction publique hospitalière - hors médecins, qui font l'objet d'une négociation parallèle.

Mais aucune enveloppe n'a été mise sur la table par l'exécutif, au grand dam des syndicats mobilisés dans le cadre du Ségur de la santé, qui réclament depuis plusieurs semaines un chiffrage des mesures salariales promises par le gouvernement.

Une nouvelle réunion consacrée aux carrières et rémunérations est prévue mercredi au ministère de la Santé. Cette rencontre devrait se tenir en présence du ministre de la Santé Olivier Véran, selon plusieurs syndicats, qui espèrent y obtenir des précisions d'ordre budgétaire.

Le Ségur de la santé, lancé le 25 mai par Edouard Philippe, et piloté par l'ancienne responsable de

la CFDT Nicole Notat, doit concrétiser d'ici mi-juillet le « plan massif » promis par Emmanuel Macron afin d'améliorer le quotidien des soignants et l'accueil des malades.

Le Parisien avec AFP

Le 23 juin 2020

•

<https://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/h%C3%B4pital-appel-%C3%A0-une-nouvelle-journ%C3%A9e-d-action-nationale-le-30-juin/ar-BB15SOuS?li=BBkGbOY>

Politis - Le CHU de Reims défend ses lits

L'équipe médicale, soutenue par des élus locaux, se mobilise contre le projet « Copermo » de réduction des coûts.

Quand on a vu les pelleteuses reprendre la construction à vitesse grand V, ça nous a fait un choc », se souvient le professeur Alexandre Denoyer, ophtalmologue au CHU de Reims. À peine le temps de souffler après la crise sanitaire que la construction du premier bâtiment - phase 1 - du projet Copermo (1) a repris. Ce projet doit aboutir, en 2027, au déménagement de l'ensemble des services dans deux bâtiments neufs, d'une surface totale beaucoup plus réduite que l'actuel CHU. Des lits doivent être supprimés. Leur nombre reste flou. Selon le maire (LR) de Reims, Arnaud Robinet, « on nous demandait une réduction de 184 lits. La phase 1 en détruit 100, la phase 2 devait d'abord en détruire 44, puis le Copermo nous en a demandé 40 de plus dans le but de réduire la capacité d'accueil de 24 %. » D'après Valérie Rozalski, infirmière et secrétaire générale CGT au CHU de Reims, « la direction a annoncé 210 lits : même nous, on a du mal à suivre ! Mais une fois que les bâtiments seront montés, on ne pourra plus pousser les murs. On sera coincés », prévient-elle.

« Tous les plans de réorganisation sont suspendus à la grande consultation qui suivra », avait pourtant assuré le ministre de la Santé le 5 avril, après la polémique qui a coûté sa place au directeur de l'agence régionale de santé du Grand Est. Ce dernier avait osé affirmer, au plus fort de la pandémie, que les fermetures de lits du CHU de Nancy n'étaient pas remises en question. Or, à Nancy comme ailleurs, il disait vrai.

À Reims, une soixantaine de professeurs d'université et de praticiens hospitaliers se sont réunis dans un collectif pour remettre les choses à plat. « Au début du projet, - déposé fin 2015, ndlr - , il s'agissait de fermer des lits - et donc faire des économies sur le personnel - mais aussi de réduire de moitié l'espace de consultations et de retirer cinq salles de bloc, explique le professeur Denoyer. Mais depuis, en dehors de la crise, notre activité a augmenté de 24 % en chirurgie : nous sommes en tension. Et baisser la capacité d'un outil en tension, c'est absurde. » La crise sanitaire, pendant laquelle l'hôpital a réduit son activité de 80 % pour se concentrer sur le Covid, a généré la prise de conscience. « Dans le nouveau projet, on aurait dû fermer 100 % de notre activité non-Covid. La mortalité aurait été énorme », s'émeut le professeur, qui redoute l'arrivée d'une « deuxième vague » liée aux patients qui ne sont pas venus pendant la crise.

Dans les nouveaux bâtiments, cette reprise d'activité tendue serait catastrophique : « Le plateau des consultations doit recevoir 100 000 patients à l'année. Avec les restrictions sanitaires, dans un

espace réduit, on ne serait pas en mesure de travailler. » Le nouveau collectif alerte la direction (2), qui accueille la démarche favorablement. Les médecins proposent même un projet alternatif. « La première phase est déjà bien avancée. Il est trop tard pour la modifier, alors nous proposons que seuls 30 % des services concernés par cette phase s'y installent et que le deuxième bâtiment, dont le projet n'est pas totalement abouti, soit repensé en plus grand, explique le professeur Denoyer. Notre objectif est de garder nos capacités actuelles. Nous ne sommes pas dans une logique de confrontation, mais de bonne intelligence. »

Les médecins préviennent tout de même : « Aucun service ne déménagera dans des locaux trop petits. » Leur projet est présenté au comité médical d'établissement jeudi 18 juin. En parallèle, ils ont sollicité les élus locaux, qui répondent présents. Un courrier a été envoyé le 10 juin au président de la République, notamment signé par François Baroin, maire de Troyes, ancien ministre du Budget et président de l'Association des maires de France. Les signataires demandent à être reçus pour plaider la cause du CHU de Reims, premier employeur du territoire champardennais, qui pourrait ouvrir la voie du remodelage des projets Copermo contestés sur tout le territoire français.

Depuis sa création, ce comité interministériel a lancé quarante projets d'investissement et vingt plans d'action de retour à l'équilibre financier. « Il faut un moratoire pour remettre à plat ces programmations, plaide Arnaud Robinet. On doit sortir de l'esprit comptable. » Pourtant, le maire de Reims se félicitait de ce projet il y a encore quelques mois : « Cela fait dix ans que nous l'attendions ! Mais avec la crise, nous avons réalisé que l'hôpital n'était pas armé pour faire face. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ! » À bon entendre.

(1) Créé en décembre 2012, le Comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers (Copermo) conditionne l'investissement dans l'hôpital à une restriction budgétaire drastique.

(2) Contactée, la direction a refusé de nous répondre.

Nadia Sweeny

• POLITIS. PUBLIÉ LE 18 JUIN 2020

<https://www.politis.fr/articles/2020/06/le-chu-de-reims-defend-ses-lits-42034/>

16 juin : Des dizaines de milliers de manifestantEs ont déconfinés les exigences pour la santé et l'hôpital

220 cortèges, des centaines de manifestantEs dans les villes petites et moyennes, des milliers dans les grandes agglomérations, les cortèges des hospitalierEs et de leurs soutiens ont connu partout un très grand succès.

Près de 20 000 à Paris, près de 20 000 à Toulouse, plus de 10 000 à Lyon plus de 7 000 à Bordeaux entre 4 et 5000 à Montpellier à Tours ou à Rennes, 3000 à Angers, 2500 à Rouen, à Caen et à Besançon, 2000 au Havre, 1600 à Dijon entre 1500 et 2000 à Quimper 1000 à Toulon ou à Tarbes

Les chiffres dans les petites villes avec un petit hôpital, sont de l'ordre de plusieurs centaines

A titre d'exemple dans le Finistère ; 300 à Quimperlé, 450 à Morlaix, 200 à Douarnenez, plus d'une centaine à Concarneau. Dans les côtes d'Armor 400 à St Malo. Dans le Var, entre 5 et 700 à Draguignan. Dans le Doubs, 1000 à Lons le Saunier 400 à St Claude.

Partout les taux de grévistes ont été élevés.

Partout la mobilisation a aussi concerné les EHPAD, le secteur médicosocial, a touché également les aides à domicile.

Partout les manifestations ont regroupé à la fois les personnels du soin, mais aussi celles et ceux qui les ont soutenus pendant le confinement et disent désormais dans la rue que la santé et l'hôpital doivent être une priorité pour le société et disposer des moyens nécessaires (syndicats interprofessionnels, Gilets Jaunes...)

Des exigences claires

En finir avec le manque de lits et de personnel, de salaires décents et reconnaissant leur travail pour tous les professionnels. En finir avec un fonctionnement qui met le soin au service de la gestion et non l'inverse

L'arnaque du Ségur de la santé a fait long feu, et se retourne même contre le pouvoir. Elle ne fait qu'accroître la colère des personnels, qui après avoir été envoyés « au front » sans moyens, sans protection ont le sentiment que la chape de plomb de l'austérité et du « management » autoritaire retombe à nouveau sur les services. Un slogan résume bien l'état d'esprit : « je n'ai pas eu le COVID, mais vous m'avez transmis la rage »

Le succès de cette journée pose la question des suites, car nul ne se fait d'illusion, il va falloir frapper encore plus fort et dans la durée pour obtenir gain de cause. La date du 30, avant la période des congés circule déjà.

Jean-Claude Laumonier

• L 'Anticapitaliste. Créé le Mercredi 17 juin 2020, mise à jour Dimanche 21 juin 2020, 21:17
<https://npa2009.org/bilan-16-juin-2020>
